

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

*Le Président de la Délégation Spéciale agissant en lieu et  
place du Maire de la Ville de Digne les Bains,*

Affaires générales  
Affaires juridiques  
Police municipale

N° 24.640

**Objet :**

**Arrêté portant sur l'occupation du domaine  
public – BOUTIQUE LAKSHMI**

**VU** le code général des collectivités territoriales,  
notamment l'article L 2212-1 et suivants

**VU** le code général des propriétés des personnes  
publiques et notamment les articles L.2121.1, L.2122-1-4  
et suivants ;

**VU** le règlement municipal de voirie approuvé par  
délibération du Conseil municipal n°30 en date du 25  
juin 2015 ;

**VU** la délibération n°6 du Conseil Municipal du 31 mars  
2011 fixant les tarifs de droit de voirie ;

**VU** l'arrêté municipal n° 10-319 du 13 mai 2010 portant  
réglementation de l'occupation du domaine public ;

**VU** la charte d'occupation du domaine public adoptée  
par le conseil municipal du 7 décembre 2023 ;

**VU** le courrier en date du 18 mai 2020 portant sur  
l'autorisation d'occupation du domaine public accordée à  
Mme ELGHARBI, à compter du 18 mai 2020, pour une  
durée de quatre années et arrivée à échéance le 17 mai  
2024 ;

**CONSIDERANT** le courrier en date du 26 juin 2024 de  
Mme ELGHARBI, sollicitant le renouvellement de  
l'autorisation d'occupation du domaine public ;

**CONSIDERANT** que pour soutenir l'activité de la  
boutique LAKSHMI, il y a lieu de renouveler l'autorisation  
d'occupation du domaine public délivrée le 18 mai 2020;

**ARRETE :**

**Article 1 :** Une autorisation est accordée à la boutique « LAKSHMI » pour occuper le domaine public au droit de l'établissement sous réserve que son occupation respecte les dispositions de la charte d'occupation du domaine public et notamment :

- le respect d'un passage d'au moins 1.4 m de largeur en vue de laisser la libre circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite ou déficientes visuellement ;

**Article 2 :** Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable à tout moment sans aucune indemnité ni délai pour des motifs d'intérêt général notamment ceux concernant la réalisation de travaux publics. L'autorisation peut être retirée ou suspendue en cas d'infraction ou de non-paiement de la redevance.

Par ailleurs, cette autorisation est donnée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée ni prêtée même à titre gratuit.

En cas de manifestation ou d'évènement à caractère exceptionnel, la commune se réserve le droit de demander de libérer les espaces.

**Article 3 :** L'occupation du domaine public, conditionnée par le respect de l'arrêté municipal n° 10-319 du 13 mai 2010 portant réglementation de l'occupation du domaine public, est accordée pour **une durée de quatre années soit jusqu'au 27 juin 2028.**

L'emplacement doit être libéré des installations et restitué dans son état d'origine :

- à l'expiration de l'autorisation, faute de renouvellement ;
- si l'établissement est cédé ou fermé.

**Article 4 :** La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance annuelle, calculée conformément aux dispositions décidées par la délibération du Conseil municipal susvisée.

**Article 5 :** Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers et de son activité. Il doit, dans ce cadre, être obligatoirement assurés en responsabilité civile pour son activité.

**Article 6 :** L'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

**Article 7 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date d'affichage par :

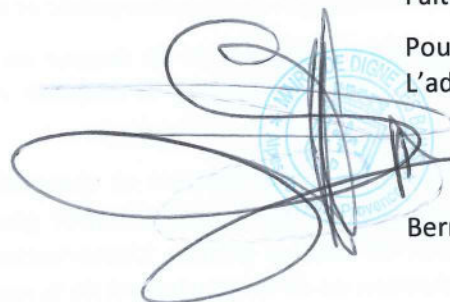
- recours gracieux auprès du Maire de la commune de Digne-les-Bains. En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca – 13235 MARSEILLE cédex 2.

- recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca – 13235 MARSEILLE cédex 2. Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique «*Télérecours citoyen*» accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, notifié au pétitionnaire, adressé au service urbanisme et foncier pour recouvrement de la redevance et en copie aux services techniques municipaux, à la police municipale et nationale.

Fait à Digne les Bains, le ..... 01 JUL. 2024

Pour le Maire de Digne-les-Bains  
L'adjoint délégué



Bernard PIERI